

Conseillers en exercice : 23

Présents : 14

Votants : 18

**OBJET :**  
**ADOPTION DU PLAN  
DE FORMATION**

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie et que la convocation du Conseil Municipal avait été faite.

**Transmis le**  
**30 JAN. 2024****DELIBERATION N°2024-08****EXTRAIT DU PROCES-VERBAL****DU CONSEIL MUNICIPAL**

Du 26 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier,

Le Conseil Municipal de la Commune de VILLENEUVE DE BERG étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame le Maire, Sylvie DUBOIS

**Présents** : MM. DUBOIS Sylvie, CHAUSSE Stéphane, FARGIER Marie, ROTGER Patrick, EYRAUD Anne-Marie, VIGNE Christophe, CLEMENT Pierre, BELLENGER Jacques, CROS Isabelle, MORGE Florian, ALONSO Sébastien, LEFRILEUX Yves, VALCKE Sylviane, HEMMACHE Martine**Excusés** : MM. SEVENIER-ALIVON Annick, TAULEMESSE Karine, AULNER Roselyne, HEU Marie, DUSSOL Roxane, COSSE Marie-Jeanne, MEHL Didier, LAVILLE-FRANCHI Anne-Marie, BILANCETTI Yann,**Procurations** : MM SEVENIER-ALIVON Annick à DUBOIS Sylvie, TAULEMESSE Karine à CLEMENT Pierre, AULNER Roselyne à ROTGER Patrick, HEU Marie à EYRAUD Anne-Marie,**Absents non excusés** :

L'assemblée communale procède, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal, Christophe VIGNE a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu les décrets 2008-512 et 2008-513 relatifs à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'avis favorable de la Commission des Ressources humaines en date du 14 septembre 2023,

Vu l'avis favorable du comité social territorial, pris à l'unanimité, en date du 30 novembre 2023,

Considérant que la formation du personnel participe à la qualité des missions qui lui sont confiées. Ainsi, la formation accompagne les changements propres à la collectivité (évolution des besoins, des missions des services, de l'organisation, des outils) dans une logique d'adaptation régulière, d'anticipation des mobilités internes et externes et donc d'accompagnement des parcours professionnels (le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle étant consacré par la loi dans la fonction publique).

Le plan de formation retranscrit la politique de formation définie par la collectivité, pour une période donnée : 2023-2026. Il est construit en deux volets (formations obligatoires et formations facultatives) et autour de plusieurs axes prioritaires.

Le plan consiste à identifier les besoins en formation de la collectivité et des agents et planifier la formation des agents sur les prochaines années afin de monter en compétences, se mettre à niveau sur certains domaines mais aussi et surtout se mettre en conformité des obligations de formation qui incombent à la collectivité. Toutes les collectivités territoriales doivent se doter d'un plan de formation afin de permettre à leurs agents (contractuels, stagiaires et titulaires) de bénéficier du droit à la formation. Le plan de formation doit permettre d'anticiper le développement de la structure, d'améliorer les compétences et l'efficacité du personnel.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, le plan de formation.

Madame la Maire propose au Conseil Municipal de statuer sur ce plan.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le conseil municipal :

- **ADOpte** le plan de formation, annexé à la présente délibération
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tout acte y afférent
- **DIT** que les crédits seront au budget
- **CHARGE** l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération

Pour extrait conforme  
A VILLENEUVE DE BERG  
Le 26 janvier 2024

Sylvie DUBOIS  
Maire de Villeneuve de Berg

